

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/M/36

14 avril 2004

(04-1656)

**Sous-Comité des pays les moins avancés
Trente-sixième session**

NOTE SUR LA RÉUNION DU 9 MARS 2004

*Président: M. l'Ambassadeur Johan Molander (Suède) pour les points A-B
et M. l'Ambassadeur Ian de Jong (Pays-Bas) pour les points C-D*

Sommaire:

A.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
B.	PRÉSIDENTE DU SOUS-COMITÉ.....	1
C.	PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS.....	2
i)	<i>Accession des PMA</i>	2
ii)	<i>Accès aux marchés pour les PMA</i>	4
iii)	<i>Fourniture, selon qu'il conviendra, d'un soutien aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des pays les moins avancés</i>	8
iv)	<i>Assistance technique liée au commerce en faveur des PMA</i>	12
D.	AUTRES QUESTIONS	14

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour proposé figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2250.

B. PRÉSIDENTE DU SOUS-COMITÉ

2. Le Président sortant, M. l'Ambassadeur Molander (Suède), a rappelé que des consultations avaient été tenues pour le choix du nouveau Président du Sous-Comité. À la 48^{ème} session du Comité du commerce et du développement, S.E. M. Ian M. de Jong, Ambassadeur des Pays-Bas, avait été élu Président du Sous-Comité. Jouissant d'une grande expérience en qualité de diplomate, M. Ian M. de Jong avait agi à titre d'adjoint du Représentant permanent de son pays auprès des Communautés européennes à Bruxelles avant d'accepter le poste d'Ambassadeur et de représentant permanent à Genève. Il avait auparavant servi en tant que Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade des Pays-Bas à Bonn. Par le passé, il avait exercé ses fonctions dans plusieurs autres capitales, dont Washington, Khartoum et Beyrouth, et avait été posté à la Mission permanente des Pays-Bas à Genève de 1977 à 1981. Il avait occupé le poste de Directeur exécutif de la Société interaméricaine d'investissement à Washington. Le Président était convaincu que la grande expérience de l'Ambassadeur de Jong constituerait un atout précieux pour le travail du Sous-Comité. De plus, les Pays-Bas et la Suède avaient tous les deux une politique énergique en faveur du développement et de la coopération, particulièrement le développement des pays les moins avancés. Le Président a invité l'Ambassadeur de Jong à présider la 36^{ème} session du Sous-Comité.

3. Le nouveau Président, M. l'Ambassadeur de Jong, a remercié le Président sortant pour sa contribution aux travaux du Sous-Comité, en particulier pour le rôle actif qu'il avait joué dans l'adoption des Lignes directrices relatives à l'accession des PMA.

4. Le représentant du Bangladesh, prenant la parole au nom du Groupe des PMA à l'OMC, a souhaité la bienvenue au nouveau Président. Celui-ci venait d'un pays qui avait toujours soutenu la cause des pays les moins avancés. L'Ambassadeur Molander était un véritable ami des PMA et s'était acquitté de ses responsabilités avec la plus grande sincérité et le plus grand dévouement. Il avait été témoin d'une période d'intense activité au sein du Sous-Comité. C'était sous son mandat que l'Unité chargée des PMA avait été recrée au sein de l'OMC, fournissant ainsi un point de ralliement pour ces pays. Un certain nombre d'études avaient été présentées sous sa présidence, dont celle sur l'accès aux marchés. Les PMA accédants se souviendraient particulièrement du mandat de l'Ambassadeur Molander à la Présidence pour le travail de pionnier qu'il avait accompli dans l'établissement des Lignes directrices relatives à l'accession des PMA. En organisant le séminaire sur l'accession des PMA, l'Ambassadeur Molander avait exprimé, avant bien d'autres, sa détermination à faciliter leur accession. N'eût été de ses efforts incessants et de son engagement total, les Lignes directrices relatives à l'accession n'auraient pas vu le jour. Sa tâche n'avait pas été facile car il avait dû apaiser les préoccupations d'autres pays concernant la teneur des Lignes directrices. Les PMA recueillaient d'ores et déjà les fruits de la contribution de l'Ambassadeur Molander. Les Lignes directrices avaient facilité le processus d'accession du Cambodge et du Népal, les deux premiers PMA à se joindre à l'OMC depuis sa création en 1995. Les pays les moins avancés resteraient redevables à l'Ambassadeur Molander qui continuerait de servir les PMA en tant que négociateur en chef de la Suède pour la XI^{ème} session de la CNUCED. Sa présence à la CNUCED constituerait une source d'encouragement pour le Groupe des PMA.

5. Le représentant du Népal s'est associé à la déclaration du Bangladesh au nom des PMA. Il a souhaité la bienvenue au nouveau Président dont le pays était resté attaché à la cause des PMA. Il a noté que le nouveau Président avait servi dans un de ces pays par le passé et il était convaincu que son expérience contribuerait à faire avancer la cause des PMA au sein de l'OMC. Il a remercié le Président sortant de son dévouement et de son professionnalisme. Au cours de son mandat, un grand nombre de résultats importants avaient été atteints, dont les Lignes directrices relatives aux accessions qui avaient facilité les négociations préalables à l'accession du Népal.

C. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

6. Le Président a dit qu'il se proposait de faire fond sur les travaux antérieurs et de concentrer son attention sur quatre éléments importants du Programme de travail, en l'occurrence: l'accession des pays les moins avancés; l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés; la fourniture, selon qu'il conviendrait, d'un soutien aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des pays les moins avancés, et les initiatives en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce en faveur des pays les moins avancés.

i) *Accession des PMA*

7. À propos de l'accession des PMA, le Président a rappelé que conformément à la Déclaration ministérielle de Doha et au Programme de travail en faveur des PMA, des mesures positives avaient été prises avec l'adoption des Lignes directrices relatives à l'accession des PMA en décembre 2002 afin de faciliter et d'accélérer les accessions des PMA. Ainsi que l'avait souligné le Directeur général dans son rapport de situation à l'intention de la Conférence ministérielle de Cancún, des étapes avaient été franchies dans la mise en œuvre des Lignes directrices. Le fruit de ces efforts était, entre autres choses, l'adoption par les Ministres, pendant la cinquième Conférence ministérielle, tenue à Cancún, de l'ensemble des textes relatifs à l'accession du Cambodge et du Népal. En plus de ces deux pays, huit autres PMA étaient à des stades variés de leur processus d'accession à l'OMC. Il restait donc du

travail à abattre pour faire avancer ou achever leurs négociations sur l'accession. Afin de faciliter le débat de la réunion en cours, le Secrétariat avait mis à jour le document décrivant la situation qui régnait eu égard à l'accession des PMA, document qui avait été distribué sous la cote JOB(04)/3.

8. Le représentant du Bangladesh a remercié le Secrétariat de son rapport de situation sur l'accession des PMA. À Cancún, les PMA s'étaient réjouis de l'approbation par les Membres de l'OMC de l'ensemble des textes relatifs à l'accession du Cambodge et du Népal. La délégation du Bangladesh était ravie de saluer l'arrivée de ces deux pays dès que leurs processus de ratification auraient été achevés. Le Groupe des PMA était impatient d'assister à leur intégration en tant que Membres à part entière de l'Organisation. Il se félicitait par ailleurs de ce que les processus d'accession des Samoa et de Vanuatu avaient atteint un stade avancé. Faire évoluer le processus d'accession n'était pas chose facile compte tenu des contraintes techniques et financières qui limitaient l'action des PMA, sans parler du fait qu'ils étaient dépourvus de représentation à Genève. L'intervenant espérait que les groupes de travail de l'accession des Samoa et de Vanuatu seraient en mesure d'achever leur mandat avant la fin de l'année. La participation accrue des PMA en tant que Membres aurait pour effet non seulement de renforcer l'OMC et le système commercial multilatéral mais aussi d'améliorer la capacité de ces pays à participer significativement aux négociations. La coopération et le partage des responsabilités permettraient de créer une vaste synergie. Plusieurs PMA, dont le Soudan et le Bhoutan, avaient posé leur candidature bien des années auparavant. Leurs processus d'accession devaient être accélérés. Malgré l'ampleur de la tâche, il était encourageant de voir que les premières réunions des groupes de travail de l'accession de nombreux pays accédants auraient lieu en 2004. Le processus d'accession était long, complexe et ardu. L'ampleur des progrès réalisés dépendrait des engagements qu'imposeraient les Membres, et de leur caractère réaliste et pratique. L'intervenant espérait qu'au fur et à mesure que se poursuivrait le processus d'accession, les Membres de l'OMC se conformeraient à la lettre et à l'esprit des Lignes directrices relatives à l'accession des PMA. En guise de conclusion, l'intervenant a invité le Secrétariat et les partenaires de développement à prodiguer une assistance technique accrue aux PMA accédants, de manière qu'ils puissent achever leurs processus d'accession le plus tôt possible.

9. Le représentant de l'Éthiopie a dit que son pays faisait avancer les travaux sur l'aide-mémoire concernant son régime de commerce extérieur. Le gouvernement éthiopien, en collaboration avec la CNUCED, avait organisé un atelier national sur le projet d'aide-mémoire et sur la sensibilisation des intervenants aux Accords de l'OMC et au processus d'accession à l'OMC. L'atelier avait été tenu à Addis-Abeba du 26 au 29 janvier 2004. L'Éthiopie faisait tout en son pouvoir pour s'acquitter des tâches restantes et soumettre son aide-mémoire à l'OMC dans les moindres délais. Le processus d'accession était complexe et coûteux, particulièrement pour les PMA, en raison de leurs capacités limitées sur les plans humain et institutionnel. La décision d'accélérer et de faciliter l'accession des PMA à l'OMC était la bienvenue et faisait ressortir les obligations à la fois des pays accédants et des pays Membres, y compris l'engagement de fournir une assistance technique à tous les stades du processus d'accession. Certains pays étaient préoccupés par le fait que cette décision n'avait peut-être pas été appliquée intégralement. Il appartenait aux Membres de l'OMC de lui donner de la crédibilité en l'appliquant dans sa lettre et son esprit.

10. Le Président a dit que pour ce qui était du processus d'accession des PMA à l'OMC, il comptait sur le soutien continu des Membres afin d'activer le plus rapidement possible les processus d'accession pour les PMA qui étaient aux stades initiaux des négociations et de conclure ceux qui étaient à des stades plus avancés.

11. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation avait noté une grande activité dans le processus d'accession. Sa délégation était heureuse d'avoir participé aux travaux du Groupe de travail de l'accession du Soudan qui progressaient rapidement. Elle a noté qu'un certain nombre de pays accédants faisaient du bon travail dans leurs capitales. Le Cap-Vert avait fait preuve d'un bon sens de l'initiative en faisant avancer son propre processus. Les Membres pourraient essayer de faire

progresser le débat sur la situation des processus individuels d'accession et sur ce qui pourrait être fait pour aider d'autre pays à progresser. Il devait y avoir un dialogue entre les pays accédants et les Membres de l'OMC qui essayaient de contribuer à faire avancer le processus. La délégation américaine serait heureuse de voir plusieurs accessions se matérialiser et d'autres progresser en 2004.

12. Le représentant du Canada a dit que trois des pays qui étaient aux stades initiaux de leur processus d'accession bénéficiaient du Cadre intégré, soit l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao et le Yémen. Trois autres n'en bénéficiaient pas encore, soit le Soudan, le Bhoutan et le Cap-Vert, malgré leurs besoins d'assistance technique. Lors d'une réunion informelle sur l'assistance technique, une délégation avait demandé que soit dressée une liste d'activités d'assistance technique qui présentaient une pertinence particulière pour les pays accédants. Il serait peut-être utile de discuter du type d'assistance requise, ce qui faciliterait le travail des donateurs bilatéraux qui devaient concevoir et dispenser des programmes significatifs d'assistance. Le Sous-Comité pourrait contribuer à cette tâche en mobilisant l'assistance technique en faveur des PMA accédants.

13. Le Président a dit qu'il discuterait avec le Secrétariat de la manière de faire avancer la question de l'assistance technique en faveur des PMA accédants. Cette question pourrait être débattue par la suite à l'occasion de la réunion suivante du Sous-Comité. Le Président a demandé au Secrétariat de rédiger une courte note afin de faciliter la discussion à la réunion suivante. L'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités à tous les stades du processus d'accession était bien connue et devait être soutenue sans réserve. Le Sous-Comité continuerait de surveiller l'accession des PMA à ses futures réunions.

14. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note de la note du Secrétariat, ainsi que des déclarations et suggestions qui avaient été faites.

15. Il en a été ainsi convenu.

ii) Accès aux marchés pour les PMA

16. Le Président a reconnu que plusieurs Membres avaient, de leur propre chef, accordé aux PMA un accès préférentiel à leurs marchés. Cela allait dans le sens du paragraphe 42 de la Déclaration de Doha, aux termes duquel les Ministres s'étaient engagés en faveur de l'objectif d'un "accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent" pour les PMA, et étaient convenus d'"envisager des mesures additionnelles qui permettent d'apporter des améliorations progressives à l'accès aux marchés pour les PMA". Il était également heureux de noter que plusieurs Membres avaient notifié de nouvelles mesures ou des mesures modifiées touchant l'accès aux marchés pour les PMA. Dans ce contexte, il a appelé l'attention des Membres sur la notification présentée par l'Australie sous couvert du document WT/COMTD/N/18. À sa 48^{ème} session, le Comité du commerce et du développement (CCD) était convenu de renvoyer la notification de l'Australie au Sous-Comité pour examen approfondi et rapport.

17. La représentante de l'Australie a dit qu'elle ferait fond sur quelques-unes des brèves observations faites par sa délégation à la 48^{ème} session du CCD. À cette occasion, l'Australie avait notifié qu'elle étendait le privilège d'entrée en franchise de droits et sans contingent aux importations en provenance des pays désignés par l'ONU comme étant les pays les moins avancés, y compris le Timor oriental. La loi habilitante était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003. La notification et la documentation d'accompagnement figuraient parmi les documents présentés pour la réunion. Les nouveaux arrangements découlaient de l'annonce faite par le Premier Ministre en octobre 2002 à la réunion des dirigeants des pays membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC) à Los Cabos. En même temps qu'elle faisait cette annonce, l'Australie avait informé le CCD de son initiative. La documentation comprenait un résumé complet des dispositions essentielles de la loi, y compris le paragraphe 3 de la notification. Cette initiative était globale et sans réserves. Elle

n'excluait pas les secteurs sensibles ni ne prévoyait de dispositions de mise en œuvre progressive. La Loi portant modification de la Loi sur les douanes, incluse dans la notification, définissait les produits manufacturés admis et le plafond de 25 pour cent imposé sur les intrants en provenance de pays en développement qui n'étaient pas des PMA. L'avis des douanes australiennes mentionnait les règles permettant de déterminer si des produits étaient originaires d'un PMA, ainsi que les prescriptions quant à la preuve de l'origine. À la réunion suivante du Sous-Comité, l'intervenante serait heureuse de communiquer aux Membres, sur le plan bilatéral ou dans le cadre multilatéral, des réponses à leurs questions.

18. Le Président a dit que l'initiative australienne d'accorder aux PMA un accès en franchise de droits et sans contingent était la bienvenue. Il espérait qu'elle faciliterait l'intégration plus poussée des PMA dans le système commercial multilatéral.

19. Le représentant du Bangladesh, prenant la parole au nom du Groupe des PMA à l'OMC, a exprimé sa gratitude au gouvernement australien qui avait accordé l'accès en franchise de droits et sans contingent à toutes les importations en provenance des PMA. Cette initiative était louable pour son caractère global et sans réserve. Elle s'accompagnait de règles flexibles quant à la détermination de l'origine et de prescriptions administratives simplifiées. L'intervenant se félicitait de ce que la Loi australienne sur le tarif douanier ait déjà donné effet à cette mesure. La décision prise par les autorités australiennes témoignait clairement de l'attachement de l'Australie à la Déclaration de Doha, dans laquelle les Ministres s'étaient engagés à envisager des mesures additionnelles qui permettraient d'apporter des améliorations progressives à l'accès aux marchés pour les PMA. S'ils voulaient intégrer réellement les PMA dans le système commercial, tous les Membres de l'OMC devaient faire leur part. Les mesures prises par le gouvernement australien encourageraient d'autres pays à apporter de nouvelles améliorations à leurs systèmes de préférences en faveur des PMA, et ainsi à s'acquitter du mandat énoncé dans la Déclaration de Doha. L'intervenant espérait que les possibilités créées par cette nouvelle initiative donneraient un nouvel élan aux exportations des PMA à destination de l'Australie et accéléreraient la croissance économique de ces pays. Les PMA s'attendaient à une intensification des liens commerciaux avec l'Australie. Si les autorités nationales examinaient la mesure en vue d'en tirer pleinement profit, elles avaient besoin de renseignements additionnels, essentiellement une illustration de l'application de la prescription sur la teneur en éléments nationaux, ainsi qu'une explication des règles d'origine retenues pour d'autres systèmes préférentiels pour les importations offerts par l'Australie. L'intervenant a dit qu'il croyait comprendre que les produits fabriqués dans les PMA seraient admis à bénéficier d'autres systèmes de préférences s'ils ne répondaient pas aux critères en matière de règles d'origine selon le nouveau programme. Il posait cette question afin de connaître les conditions qu'il faudrait remplir pour avoir droit au bénéfice du système de préférences. Le Canada avait offert aux PMA un excellent système l'année précédente et les exportations à destination de ce pays avaient déjà augmenté.

20. Le représentant d'Haïti a dit que des pays tels que les États-Unis, le Canada et les Communautés européennes avaient examiné la plupart des obstacles et pris des mesures pour améliorer l'accès à leurs marchés pour les PMA. Toutefois, ceux-ci n'étaient pas en mesure de tirer pleinement parti des possibilités offertes en raison d'autres problèmes qu'ils éprouvaient. La délégation haïtienne serait reconnaissante au Sous-Comité s'il voulait bien travailler en collaboration avec d'autres organisations telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui conseillaient les gouvernements des PMA sur la préparation et la mise en œuvre de leurs politiques économiques. Même si les PMA avaient la possibilité d'exporter vers différents marchés, ils devraient prendre en compte certaines considérations s'ils voulaient bénéficier de toutes les possibilités en matière d'accès aux marchés. Pour cela, ils avaient besoin d'assistance technique. Il fallait examiner leur capacité d'exportation et déterminer de manière systématique ce dont ils avaient besoin pour faire en sorte, par exemple, que leurs exportations répondent aux normes de qualité. Si les PMA voulaient exporter vers les Communautés européennes, quels critères et normes de qualité devaient-ils respecter? Les Communautés européennes offraient un accès amélioré à leurs marchés,

mais subordonné à certaines conditions et prescriptions. Or les PMA n'avaient pas les ressources financières ou techniques pour répondre à ces prescriptions et ainsi profiter des possibilités d'accès au marché communautaire qui leur étaient offertes. L'intervenant espérait qu'une meilleure coordination s'installerait entre les organisations qui conseillaient les pays sur leurs politiques économiques, telles que l'OMC, de manière à aider les PMA à tirer le meilleur parti des initiatives en matière d'accès aux marchés.

21. Le représentant du Népal a dit que sa délégation était impressionnée par l'initiative australienne parce qu'elle était globale et sans réserve. Les règles d'origine étaient importantes pour s'assurer que les PMA pourraient effectivement tirer parti des facilités offertes. L'intervenant espérait que la promotion du commerce et l'intégration des PMA dans le régime commercial international seraient facilitées par de nouvelles règles d'origine flexibles et une structure administrative simplifiée. Un des facteurs importants de l'utilisation effective du régime de préférences était de savoir comment il pourrait être utilisé par les Membres, et plus particulièrement les moins avancés d'entre eux. Un certain nombre d'études avaient été réalisées sur le taux d'utilisation effective des régimes de préférences. La délégation népalaise aimerait voir des améliorations, non seulement dans l'octroi des préférences, mais aussi dans l'utilisation effective de ces préférences par les PMA. La page 10 de la notification, intitulée Appendice B, qui se référait au calcul du coût de fabrication aux fins de la détermination de l'origine, faisait état des dépenses pour les matières, la main-d'œuvre et les frais généraux et du coût des emballages intérieurs. L'intervenant a demandé que soient clarifiées la définition des emballages intérieurs et la manière dont cette définition était effectivement utilisée dans la détermination de l'origine.

22. Le représentant du Sénégal a dit qu'un certain nombre d'initiatives avaient déjà été engagées en faveur des PMA mais que leurs résultats avaient été décevants. Les pays n'utilisaient pas pleinement le potentiel offert par ces initiatives et le Sous-Comité devait se demander pourquoi. Même si les marchés étaient ouverts, bien des entreprises exportatrices des pays les moins avancés étaient des PME (petites et moyennes entreprises) soumises à des contraintes telles que des difficultés financières, des mesures non tarifaires. Il convenait d'analyser la possibilité de mettre en place un mécanisme qui faciliterait le renforcement des capacités, la formation de la main-d'œuvre et le financement, entre autres choses. Le Sénégal avait acquis une expérience à cet égard en devant adapter une partie de sa production à des marchés d'exportation spécifiques pour son secteur de la pêche. Les Communautés européennes avaient imaginé un mécanisme qui avait permis aux PME sénégalaises de s'adapter aux contrôles de qualité des marchés communautaires. Le Sous-Comité devait examiner ce genre de mécanisme qui permettrait aux PMA de tirer pleinement parti de telles initiatives.

23. Le représentant de la Tanzanie a dit que sa délégation espérait que l'initiative australienne aurait pour effet d'encourager d'autres Membres de l'OMC à prendre des mesures similaires de manière à stimuler et à promouvoir la participation des PMA au commerce mondial. La délégation tanzanienne travaillerait en étroite collaboration avec ses autorités nationales compétentes afin d'étudier la notification australienne et formulerait des observations à une date ultérieure. L'intervenant espérait que l'Australie et d'autres Membres de l'OMC prendraient des mesures pour aider les PMA à surmonter les contraintes sur le plan de l'offre ainsi que d'autres obstacles liés aux normes et aux règles d'origine pour les produits qui avaient jusqu'à un certain point empêché les PMA par le passé de profiter de mesures analogues. Ce n'était que lorsque les contraintes sur le plan de l'offre auraient été supprimées que les PMA seraient en mesure de tirer parti de l'initiative australienne et de celles d'autres Membres.

24. La représentante de la Suisse a dit que le programme australien était intéressant, particulièrement eu égard aux règles d'origine. Elle a demandé à l'Australie de fournir davantage d'informations, de manière que la Suisse puisse en tirer des enseignements et peut-être améliorer son propre régime. Une approche mieux coordonnée à l'échelon international s'imposerait pour améliorer

les dispositifs en faveur des PMA et pour amoindrir les effets de l'érosion des préférences dans le processus de réduction des droits NPF. Cette initiative était intéressante car elle permettait d'admettre des produits composés de 50 pour cent d'intrants originaires d'autres PMA et de 25 pour cent d'intrants originaires d'autres pays en développement. L'intervenante se demandait s'il ne valait pas mieux autoriser jusqu'à 100 pour cent d'intrants originaires d'autres PMA. Elle voulait savoir s'il existait une règle relative à l'expédition directe et quelle était la manière exacte d'appliquer la règle relative à la teneur en éléments nationaux du pays donateur. Elle a également demandé comment fonctionnait la procédure de vérification et, concernant la coopération administrative avec le pays exportateur, quelles étaient les mesures de prévention de la fraude et du contournement, et enfin, s'il existait des mécanismes de sauvegarde en cas d'augmentation importante des importations en provenance de PMA et, dans l'affirmative, quelles en étaient les caractéristiques. La notification disait que les secteurs sensibles n'étaient pas exclus du système et que tant les produits bruts non manufacturés que les produits manufacturés bénéficieraient de l'entrée en franchise de droits. Cela voulait-il dire que tous les produits originaires des PMA seraient admis en franchise de droits et sans contingent, et sinon, quelles catégories étaient exclues?

25. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation reconnaissait et saluait l'initiative australienne en faveur des PMA, qui donnait le bon exemple pour d'autres Membres. S'agissant du manque d'informations sur les préférences et les règles administratives applicables à leur sujet, les Communautés européennes avaient pris l'initiative de créer une base de données en ligne sur leurs régimes de préférences. Cette base de données permettait d'avoir directement accès non seulement à de l'information sur un taux de droit frappant un produit particulier dans le cadre du SGP, qui comprenait une sous-catégorie spécifique pour les PMA, mais aussi sur les régimes de préférences en faveur des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et d'autres régimes de préférences. Elle donnait aussi des renseignements sur les règles d'origine applicables afin que les exportateurs puissent bénéficier des préférences qui leur étaient offertes. Les Communautés européennes se proposaient d'améliorer le service en ligne en fournissant également de l'information sur les prescriptions réglementaires pertinentes telles que les règles sanitaires et phytosanitaires (SPS) applicables. Cette initiative visait en partie à répondre au manque de renseignements dans les pays exportateurs, y compris les PMA, sur les préférences disponibles et les formalités administratives requises. La question des contraintes sur le plan de l'offre faisait partie de celles, plus vastes, de l'assistance technique et du Cadre intégré. Il incombait à tous les participants, y compris les pays donateurs et les autres organisations qui œuvraient dans le même domaine de concert avec l'OMC, de faciliter la tâche aux PMA pour qu'ils puissent utiliser les préférences commerciales mises à leur disposition et tirer parti des autres possibilités en matière d'exportation qui s'offraient à eux. La question des contraintes sur le plan de l'offre était pertinente et méritait l'attention continue du Sous-Comité et d'autres enceintes compétentes.

26. Le représentant de la Zambie a dit que les obstacles à l'accès aux marchés empêchaient jusqu'à un certain point les PMA d'utiliser les avantages qui leur étaient accordés et que les Membres de l'OMC devaient s'attaquer à ces difficultés. Il a suggéré qu'à la réunion suivante du Sous-Comité, l'ordre du jour prévoie un point sur les obstacles à l'accès aux marchés sous le point général de l'accès aux marchés. Ces obstacles avaient été débattus dans d'autres enceintes, dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La question des contraintes sur le plan de l'offre avait aussi amoindri la faculté d'utiliser les initiatives relatives à l'accès aux marchés. Le programme de Doha avait porté davantage sur l'accès aux marchés et moins sur la manière de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés. Le Cadre intégré s'attaquait partiellement à cette question mais la délégation zambienne était d'avis que les Membres de l'OMC devraient en examiner l'aspect global. Des organisations telles que la CNUCED, le Centre du commerce international (CCI), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Banque mondiale pourraient faire davantage sur le plan du financement. Davantage pourrait être fait au niveau bilatéral également.

27. Le Président a dit que la question des contraintes sur le plan de l'offre serait débattue à la réunion suivante du Sous-Comité. Il a suggéré à la représentante de l'Australie de répondre à certaines des questions en rédigeant une lettre qu'elle adresserait au Secrétariat pour distribution à tous les Membres.

28. La représentante de l'Australie a dit qu'elle demanderait peut-être à quelques délégations de présenter leurs questions par écrit. L'Australie répondrait au moyen d'une lettre qui pourrait également, au besoin, être présentée à d'autres réunions du Sous-Comité.

29. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note de la notification de l'Australie et des déclarations. Il a également proposé qu'une lettre portant sa signature soit transmise au Président du Comité du commerce et du développement et que le compte rendu des discussions de la réunion soit renvoyé au CCD en guise de rapport du Sous-Comité.

30. Il en a été ainsi convenu.

31. Le Président a dit qu'avant de clore ce point, il souhaitait profiter de l'occasion de prier instamment les Membres qui ne l'avaient pas encore fait de notifier les modifications et les améliorations apportées à l'accès aux marchés pour les PMA, ce qui faciliterait la vérification des améliorations à l'accès aux marchés ainsi que le prescrivait le paragraphe 7 du programme de travail en faveur des PMA.

iii) *Fourniture, selon qu'il conviendra, d'un soutien aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des pays les moins avancés*

32. Le Président a rappelé que le point sur le soutien, selon qu'il conviendra, aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des pays les moins avancés, avait été examiné pour la première fois à la 28^{ème} session du Sous-Comité, lorsque le CCI avait fait rapport sur ses travaux à cet égard. Il a invité la représentante de la CNUCED, Mme Puri, Directrice de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base, à faire le point avec les Membres sur les travaux de la CNUCED dans ce domaine et, si tel était son souhait, à faire rapport sur la préparation de la XI^{ème} session de la CNUCED.

33. La représentante de la CNUCED a dit qu'en plus de son travail sur la diversification de la base de production et d'exportation des PMA, son organisation participait aux travaux relatifs à d'autres points de l'ordre du jour, essentiellement les accessions et l'accès aux marchés. Dans le système des Nations Unies, la CNUCED était l'organisme chargé des questions relatives aux produits de base, dans la mesure où elles avaient un lien avec le commerce et le développement et où les PMA figuraient parmi les pays qui dépendaient le plus de ces produits. La CNUCED était déterminée à poursuivre le travail dans ce domaine conformément à ses mandats et dans le contexte de sa contribution à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire de l'ONU. Le paragraphe 42 de la Déclaration de Doha avait également reconnu que l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral passait nécessairement par le soutien à la diversification de leur base de production et d'exportation. Il convenait d'aider ces pays à sortir du cercle vicieux de la dépendance à l'égard des produits de base, de la baisse des prix et des recettes, et de les accompagner dans leur recherche de stratégies efficaces de commerce et de développement et dans l'établissement de leurs politiques relatives aux produits de base. Les travaux de la CNUCED avec les PMA sur la diversification de leurs exportations s'entendaient de la diversification horizontale, verticale et géographique de la production et du commerce de leurs secteurs des produits de base. La CNUCED leur donnait des conseils et un soutien en matière d'orientations gouvernementales, les aidait à élaborer des stratégies et à restructurer des secteurs, évaluait les options qui s'offraient pour les différents secteurs de produits de base et recensait les domaines dans lesquels la diversification était viable et rentable et apportait une contribution optimale au processus de développement. La

diversification devait être viable et donner des résultats optimaux en termes de développement. S'agissant de la couverture géographique, la CNUCED avait tenté d'être le plus globale possible compte tenu de ses ressources. La plupart des PMA et des pays tributaires des produits de base avaient été couverts ainsi que les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique centrale, d'Asie centrale et des îles du Pacifique. S'agissant des secteurs de produits de base, elle avait tenté de couvrir tous les secteurs possibles, l'agriculture, l'horticulture, la pêche, les minéraux et les métaux. Autant que faire se pouvait, elle avait tenté d'approcher la question de la diversification en appuyant les PMA pour qu'ils ouvrent des secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial où ils auraient des avantages concurrentiels et comparatifs existants ou potentiels pour l'exportation. Les travaux de la CNUCED reposaient sur la recherche, l'analyse de politiques, la diffusion de renseignements, la coopération technique, la création de consensus, et l'échange d'expériences par le biais d'ateliers, de séminaires et de réunions aux niveaux national, sous-régional, régional et multilatéral. La CNUCED travaillait en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et leurs ministères concernés. Au niveau global, elle avait travaillé avec des entreprises pour tenter de les sensibiliser davantage aux différentes possibilités qui s'offraient dans les divers secteurs, à la manière de surmonter les contraintes et de concevoir des stratégies internes. La société civile et d'autres organisations internationales avaient aussi participé à ces efforts.

34. Toujours selon l'intervenante, la CNUCED se penchait non seulement sur l'aspect relatif à l'offre de la diversification des exportations, mais aussi sur les aspects liés à la capacité de concurrence et à l'accès aux marchés. Les PMA échouaient souvent dans leurs tentatives de diversifier leur économie à cause d'une pléthore de conditions relatives à l'accès aux marchés qui allaient des spécifications relatives aux produits aux mesures sanitaires et phytosanitaires en passant par les obstacles techniques au commerce et autres obstacles dressés par les gouvernements et les acheteurs. Si les PMA voulaient aussi se diversifier adéquatement, ils devaient s'attaquer à la question des règles d'origine et à d'autres questions relatives aux mesures à la frontière. Le compte pour le développement de l'ONU avait financé des travaux en vue d'appuyer la diversification, dont celle des PMA. Le gouvernement finlandais avait de son côté financé un projet visant à évaluer les coûts de la mise en conformité des produits originaires des PMA aux normes d'innocuité agro-alimentaire. Le projet visait à identifier et à quantifier les coûts de la mise en conformité des mesures de sécurité agro-alimentaire prises par les gouvernements et à déterminer les moyens d'y faire face de manière optimale. Les PMA avaient besoin de soutien en matière de renforcement des capacités dans les domaines des obstacles techniques au commerce, des mesures sanitaires et phytosanitaires, des institutions et des ressources humaines afin de surmonter les obstacles et de rehausser leur capacité de concurrence. Dans le contexte du Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP), la CNUCED, avec la collaboration du CCI et de l'OMC, avait préparé une "boîte à outils" sur la question de la diversification et la manière optimale pour les pays participant au JITAP de réussir leur politique de diversification. S'agissant du coton, la CNUCED avait lancé un projet visant à améliorer la durabilité de la production cotonnière et les revenus des petits producteurs dans les pays producteurs et exportateurs de l'Afrique occidentale et centrale. Le Comité consultatif international du coton et le Fonds commun pour les produits de base avaient appuyé le projet visant à aider les pays producteurs à améliorer la production et l'offre de coton. D'autres travaux étaient prévus pour faciliter le développement durable et la diversification des secteurs cotonniers des PMA grâce à une approche dite de chaîne de valeur. De plus, le financement de ces secteurs était important dans la mesure où aucune politique de diversification ne pourrait être couronnée de succès si les producteurs des PMA n'avaient pas accès au crédit. La CNUCED avait contribué au soutien de techniques novatrices et à la conception d'instruments de financement de capital-risque qui avaient fait l'objet d'essais pratiques fructueux.

35. La représentante de la CNUCED a dit que l'information sur les marchés constituait un autre aspect important du paradigme de la diversification. La CNUCED travaillait activement à réduire l'asymétrie existante eu égard à l'information sur les marchés, particulièrement grâce à son site Web Infocomm.¹ À son avis, il conviendrait de ne pas négliger les possibilités de diversification dans le secteur des produits de base minéraux. La demande et les besoins des PMA en matière de diversification étaient grands et pour faire face à la demande croissante d'activités régionales, sous-régionales et nationales, l'intervenante invitait la communauté des donateurs à contribuer généreusement. La capacité de réponse de la CNUCED devait être renforcée, ce qui supposait des ressources adéquates. Une expansion des ressources extrabudgétaires prévues pour le travail sur les produits de base lui permettrait de jouer son rôle de coopération technique et de renforcement des capacités en poursuivant l'exécution de ses programmes. Le groupe de personnalités éminentes chargées d'examiner la question des produits de base qu'avait réuni la CNUCED à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU avait dans son rapport suggéré de créer un Fonds pour la diversification internationale des exportations. La communauté internationale devait consacrer des ressources à l'appui des activités liées à la diversification, particulièrement en faveur des PMA.

36. Concernant la XI^{ème} session de la CNUCED, l'intervenante a dit que la préparation suivait son cours et qu'un certain nombre de facteurs, dont l'ordre du jour et les sous-thèmes, montraient la place importante qu'y occupaient les PMA. L'un de ces sous-thèmes portait sur la promotion du développement par l'utilisation du système commercial international et les négociations commerciales. Le document qui faisait l'objet de négociations se référait à la fois à la question des produits de base et à l'interaction entre le commerce et la pauvreté. Ressortait aussi du débat l'existence d'un lien entre le commerce et le genre. Dans le contexte de la XI^{ème} session de la CNUCED, l'intervenante espérait qu'un groupe de travail international pourrait être créé et chargé de se pencher sur la question des produits de base. Les PMA, entre autres pays, avaient appuyé cette idée, et l'intervenante invitait les pays développés et ceux en développement à soutenir cette initiative, qui visait à consolider les efforts de tous les intervenants. Le groupe de travail serait composé de représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé. Un certain nombre d'initiatives seraient prises et la diversification constituerait l'un des principaux points du programme des travaux.

37. Le représentant de la Zambie a dit que le fait d'inviter d'autres organisations telles que la CNUCED à la réunion du Sous-Comité pour examiner des questions telles que la diversification représentait un geste très important et devrait être encouragé. Il convenait d'apparier l'accès aux marchés et les contraintes sur le plan de l'offre. Le Cycle de Doha attachait plus d'importance à l'accès aux marchés mais l'OMC avait la possibilité de s'attaquer à des contraintes sur le plan de l'offre telles que la question du transfert de technologie dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC. Si les questions relatives à l'offre ne trouvaient pas un règlement, les PMA risquaient d'être laissés pour compte dans le Cycle de Doha. La plupart du temps, les donateurs de l'OMC étaient les mêmes pays que les soutiens financiers d'organisations qui exerçaient leurs activités du côté de l'offre telles que la CNUCED, le CCI et l'ONUDI. Celles-ci devaient bénéficier d'un financement additionnel pour être en mesure de bien examiner les questions liées à l'offre. L'intervenant a suggéré qu'à la prochaine réunion du Sous-Comité, le point de l'ordre du jour relatif au soutien de la diversification de la base de production et d'exportation des PMA reste ouvert. La CNUCED et d'autres organisations exerçant leurs activités du côté de l'offre pourraient être invitées à donner davantage d'informations sur les différentes manières d'aborder la question de la diversification.

38. Le représentant du Sénégal a remercié la représentante de la CNUCED pour avoir présenté le fruit des travaux entrepris par son organisation. Les initiatives de la CNUCED dans les domaines de la diversification et des produits de base avaient apporté d'importants résultats et devaient être soutenues financièrement. S'agissant du programme relatif à l'assurance de la qualité et à

¹ www.unctad.org.infocomm.

l'amélioration de la compétitivité à l'exportation des fruits tropicaux dans les PMA africains, le Sénégal utilisait moins de 50 pour cent de son potentiel d'exportation de fruits tropicaux, essentiellement parce qu'il manquait d'infrastructures pour l'entreposage et qu'il n'avait pas de personnel formé adéquatement. La coopération continue entre la CNUCED et des organisations telles que l'OMC permettrait de faire en sorte que ces questions soient examinées de manière adéquate, et faciliterait l'accès aux marchés pour les PMA.

39. Le représentant du Rwanda a demandé si les pays qui bénéficieraient du Fonds pour la diversification des exportations avaient été identifiés. Son pays était intéressé à obtenir du financement de ce fonds et tenait à entreprendre une diversification car son économie dépendait de deux produits de base, le café et le thé. La préoccupation permanente du Rwanda était de maximiser la qualité et la quantité produite de son café. La question des contraintes sur le plan de l'offre devait à cet égard être abordée. L'intervenant faisait siennes les observations du représentant de la Zambie et espérait que la question de la diversification resterait inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Sous-Comité.

40. Le représentant du Bangladesh a dit que plus de la moitié des exportations des PMA consistait en trois ou quatre produits de base. Depuis deux décennies, on assistait au déclin systématique du prix des produits de base. On ne pouvait pas ne pas se pencher sur ce problème. Même si les PMA diversifiaient leur production, cette diversification ne suffirait pas à régler leur problème, au vu des distorsions existantes. Il a demandé si le Fonds pour la diversification était appelé à faciliter la diversification au sein du secteur des produits de base ou une diversification globale de l'économie.

41. La représentante du Canada a dit que le paragraphe 12 du programme de travail de l'OMC pour les PMA montrait que l'OMC appuierait, selon qu'il conviendrait, les organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des pays les moins avancés. Elle voulait savoir si le Groupe de travail proposé comprendrait aussi des représentants de l'OMC, et si le Secrétariat pouvait donner une indication des travaux entrepris à l'appui d'autres organisations dans la domaine de la diversification.

42. Le représentant du Bénin a dit que la diversification globale de l'économie était importante, particulièrement pour améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement et des moins avancés d'entre eux. Il priait instamment les parties bilatérales et multilatérales d'appuyer l'initiative de la CNUCED afin de lui permettre d'achever la tâche qu'elle avait entreprise. Sa délégation appuyait sans réserve le projet d'améliorer la durabilité du secteur cotonnier et d'augmenter le revenu des petits producteurs de coton dans les pays producteurs et exportateurs de l'Afrique occidentale et centrale.

43. Le représentant de l'Inde a remercié la CNUCED de ses activités de soutien des PMA dans la diversification de leur base de production et d'exportation. L'approche englobait tous les domaines et plus particulièrement les questions liées à l'accès aux marchés, les contraintes sur le plan de l'offre, les questions relatives à l'entrée sur le marché et la compétitivité. Toute stratégie de diversification devait être durable et viable et devrait déboucher sur des avantages globaux sur le plan du développement pour les PMA. Il espérait que les Membres appuieraient la poursuite des activités de la CNUCED en ce sens. Au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres avaient reconnu que l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral exigeait un soutien pour la diversification de leur base de production et d'exportation, en plus d'une assistance technique et un renforcement des capacités liés au commerce. Les travaux de la CNUCED étaient louables et devaient être encouragés et appuyés.

44. Le Président a suggéré que la représentante de la CNUCED réponde aux questions qui seraient posées après le dépôt du rapport du Président du Comité directeur du Cadre intégré dans le

cadre du débat relatif au point de l'ordre du jour sur l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA.

iv) Assistance technique liée au commerce en faveur des PMA

45. Le Président a dit que le Programme de travail en faveur des PMA reconnaissait que dans l'évaluation de l'élément de l'assistance technique liée au commerce, le Sous-Comité serait guidé par les travaux d'autres organes, à savoir: le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI) et le Groupe de travail du Cadre intégré (GTIC). Il a invité l'Ambassadeur Iversen (Danemark), en sa qualité de Président du CDCI, à faire le point sur la situation.

46. Le représentant du Danemark, en sa qualité de Président du Comité directeur du Cadre intégré, a dit que le Groupe de travail du Cadre intégré avait produit un programme de travail révisé qu'avait ultérieurement adopté le Comité directeur, et qui avait été distribué aux Membres du Sous-Comité sous la cote WT/IFSC/7 en date du 17 février 2004. Ce programme de travail, fruit de l'évaluation du Cadre intégré, était des plus positifs et encourageants. L'évaluation débouchait sur un certain nombre de suggestions sur la manière d'améliorer le fonctionnement du processus du Cadre intégré en garantissant, par exemple, sa prise en charge par les pays. Le Groupe de travail et le Comité directeur avaient également pris des mesures pour accélérer l'utilisation du deuxième guichet. À cet égard, l'intervenant a indiqué que trois critères souples avaient été mis en place, à savoir: un plafond d'un million de dollars par pays (les projets appelés à être financés par le deuxième guichet ne pourraient pas être d'une valeur supérieure à un million de dollars EU par pays); les projets seraient inclus dans l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) et dans la Matrice de plan d'action approuvées et seraient identifiés comme prioritaires par le pays avec pour objectif final l'intégration du commerce; et les projets devraient être approuvés par le comité local chargé d'approuver les projets comme il était indiqué dans l'annexe du cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet (document WT/IFSC/4). Ces trois critères souples avaient été communiqués au Programme des Nations Unies pour le développement, qui agissait à titre d'administrateur fiduciaire pour le Fonds global d'affectation spéciale du Cadre intégré.

47. Le Président a proposé que la représentante de la CNUCED réponde d'abord aux questions puis reçoive les observations concernant le rapport du Cadre intégré.

48. La représentante de la CNUCED espérait qu'il y aurait d'autres possibilités de discuter de l'évolution de la question de la diversification. Elle s'est référée à la déclaration faite par le représentant du Rwanda, en précisant que le Fonds pour la diversification n'était pas encore une réalité. C'était une suggestion du groupe de personnalités éminentes créé à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU, convoqué par la CNUCED et dont la principale recommandation faisait état de la nécessité d'un fonds international pour la diversification des exportations et du commerce des produits de base. Ce fonds serait consacré au développement, entre autres choses, de la capacité institutionnelle des pays, au renforcement des associations de producteurs, des infrastructures indispensables, et permettrait de stimuler les investissements en fournissant du capital-risque ou en comblant temporairement le vide créé par les infrastructures déficientes. Le Rwanda pourrait bénéficier des services de la CNUCED avec ou sans ce fonds. Pour ce qui était de la question posée par le représentant du Bangladesh sur le genre de diversification, l'intervenante a dit que le genre de diversification n'était pas précisé mais qu'il incluait la diversification horizontale. Quant à la question de l'importance du coton soulevée par le représentant du Bénin, l'intervenante a dit que la CNUCED était en train de réaliser un projet. Relativement à la question soulevée par le représentant du Canada à propos du Groupe de travail sur les produits de base, l'intervenante a précisé que tous les intervenants et partenaires concernés, y compris la Banque mondiale et l'OMC, seraient appelés à participer selon qu'il conviendrait.

49. Le représentant du Bangladesh a formulé quelques observations sur le rapport du Président du Comité directeur du Cadre intégré. Le Comité directeur avait adopté les actions appelées à donner suite à la deuxième évaluation du Cadre intégré. Du point de vue des PMA, deux concepts ressortaient, à savoir le renforcement de la prise en charge par les pays dans le processus relatif aux Études diagnostiques sur l'intégration du commerce et le suivi effectif de ce processus. Le Comité directeur du Cadre intégré avait par ailleurs adopté trois critères pour le fonctionnement du deuxième guichet, dont il espérait qu'ils faciliteraient la mise en œuvre des projets recensés dans les matrices d'action associées aux EDIC. L'intervenant espérait que l'intégrité du mandat du deuxième guichet serait maintenue tandis que les projets relevant de ce deuxième guichet seraient approuvés. Il était important de s'attaquer aux contraintes sur le plan de l'offre et le Cadre intégré devait contribuer puissamment à surmonter ces contraintes. Le fait qu'il y avait 31 PMA à divers stades du processus du Cadre intégré témoignait du niveau d'engagement des PMA. L'intervenant a également demandé aux partenaires de développement de contribuer davantage au Fonds global d'affectation spéciale. Le processus relatif à l'EDIC était en attente pour plusieurs PMA du fait des contraintes de capacité de la Banque mondiale. L'intervenant a suggéré que d'autres organisations du Cadre intégré prennent l'initiative dans la conduite de l'EDIC afin d'accélérer le processus, chose que le PNUD avait faite dans quelques pays.

50. Le représentant de la Suisse a proposé que les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce incluent, le cas échéant, une section plus étoffée sur l'accession. Le Sous-Comité devait formuler une recommandation à l'intention du CCD ou du Groupe de travail du Cadre intégré afin de s'assurer que les futures EDIC concernant les PMA accédants comprennent une évaluation exhaustive des besoins institutionnels et législatifs associés à l'accession à l'OMC. S'agissant du programme d'assistance technique de l'OMC, l'intervenant était heureux de constater dans le document sur l'état de la situation que le Secrétariat fournissait une assistance technique directe aux PMA en instance d'accession. Il voulait savoir si le Secrétariat de l'OMC avait établi un ensemble normalisé d'activités d'assistance technique à l'intention des PMA accédants. Un tel ensemble était-il déjà en place, et sinon, le Sous-Comité pourrait-il demander à l'Institut de formation et de coopération techniques d'en élaborer un? L'intervenant a informé les Membres que sa délégation avait mené une évaluation du programme à l'intention des PMA accédants de l'Asie centrale. Sa délégation était heureuse de partager cette information avec les Membres intéressés.

51. Le représentant du Danemark, en sa qualité de Président du Comité directeur du Cadre intégré, convenait avec le représentant du Bangladesh de l'importance des contraintes sur le plan de l'offre, et que le deuxième guichet constituait une contribution à l'élimination de certaines de ces contraintes sauf celle de l'infrastructure matérielle. S'agissant des observations faites par le représentant de la Suisse, il se réjouissait de poursuivre le débat au sein du Sous-Comité et du Comité directeur du Cadre intégré sur les questions soulevées.

52. Le Président a demandé au Secrétariat de l'OMC de préparer un document concernant les contraintes sur le plan de l'offre. Il a suggéré que la CNUCED et d'autres organisations soient invitées à la réunion suivante du Sous-Comité afin de faire le point sur les questions débattues. Il a également invité les délégations qui n'avaient pas réagi à formuler leurs observations sur ces questions, de manière que le débat soit axé sur les besoins des PMA. Il consulterait le Secrétariat sur les manières d'incorporer les observations du représentant de la Suisse dans l'ordre du jour de la session suivante du Sous-Comité.

53. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note des discussions et des déclarations.

54. Il en a été ainsi convenu.

D. AUTRES QUESTIONS

55. Le Président a proposé que la réunion suivante ait lieu avant la XI^{ème} session de la CNUCED, c'est-à-dire à la fin de mai ou au début de juin 2004.

56. La réunion a été déclarée close.
